

“totaux ni absolus” et il a souligné la nécessité d’amener l’Union soviétique à accepter “les processus internationaux qui rendent les ajustements possibles sans la guerre”.⁷ C’est en fait ce qui a commencé à se produire au cours de la décennie suivante, tant à la faveur des pourparlers SALT que dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Pourtant, à la fin des années 1970, des penseurs sérieux, tels que Shulman, se sont demandés s’il était effectivement possible d’en arriver à la stabilité en se fondant sur l’équilibre du pouvoir. Les Soviétiques, pour qui l’équilibre mondial était proprement dynamique et ne pouvait évoluer autrement qu’en faveur des forces de “libération nationale”, voyaient toujours les choses de la même façon. Entretemps, les événements survenus au Moyen-Orient, en Afrique et en Indochine semblaient en persuader beaucoup que la détente était un mirage. L’invasion de l’Afghanistan et la révolution sandiniste au Nicaragua ont confirmé cet argument et ont paru établir une double norme relativement à l’intervention des grandes puissances dans les affaires nationales de leurs voisins.

Je soutiens que la principale source du conflit d’intérêts se situe en Europe, où les desseins soviétiques et occidentaux en matière de sécurité s’affrontent le plus directement. D’autres voisins de l’URSS, la Chine en particulier, représentent une menace aux yeux de Moscou, mais à l’exception de la Norvège et de la Turquie, ce ne sont pas des alliés des États-Unis. Aucun d’eux n’accepte que des troupes américaines soient basées sur son territoire. Il peut être intéressant ici d’établir une analogie avec Cuba et le Nicaragua. Les engagements pris par les Soviétiques envers l’Europe de l’Est (la doctrine “Brejnev”, comme on les appelle parfois) s’expliquent principalement par un souci de sécurité, bien que le tout soit présenté sous le couvert idéologique. Les alliés éloignés tels que Cuba et le Nicaragua tombent dans une catégorie différente, et même l’Afghanistan pourrait être autorisé, à mon avis, à revenir à un régime politique non communiste si, en fin de compte, cela devait être le prix à payer pour retirer les troupes soviétiques.

On trouvera une autre cause de l’antagonisme fondé sur les valeurs dans l’hypothèse commune que l’URSS est demeurée un État “totalitaire” au sens que le mot avait dans les années 1950 quand des écrivains tels que Hannah Arendt s’interrogeaient sur les caractéristiques communes du nazisme, du fascisme et du stalinisme. Dans une certaine mesure, il est vrai de dire que, jusqu’à récemment, les intellectuels occidentaux n’ont pas su pour la plupart faire les distinctions appropriées entre l’URSS de Staline et d’après Staline, et comprendre “la complexité changeante et multicolore de l’expérience soviétique”.⁵

Tant les partisans que les adversaires des régimes communistes soutiennent que le “communisme est une nouvelle forme de société”, mais très peu de recherches empiriques sur l’URSS aident à corroborer la justesse d’une telle affirmation. Au contraire, on peut faire valoir que la société soviétique ne rompt pas avec l’histoire russe et qu’elle présente des analogies évidentes avec l’Occident quand on songe aux phénomènes sociaux contemporains. L’intense attention que les médias et les milieux politiques occidentaux accordent aux mouvements de “dissidence” soviétiques et aux récits sur la vie dans les camps racontés par des écrivains émigrés masque, voire éclipse tout à fait, les recherches faites, par exemple, sur les attitudes du peuple face au régime, sur la satisfaction des élites et sur le rôle des groupes d’influence en concurrence les uns avec les autres. L’opinion publique soviétique n’est ni monolithique ni apathique, bien qu’elle trouve des formes d’expression différentes de celles existant dans l’Ouest. George Kennan a raison de rappeler à son ami soviétique les dangers d’un “esprit supposant que toutes les formes d’autorité échappant à l’emprise soviétique sont . . . iniques, hostiles et menaçantes”⁶, mais il ne précise pas ce que les mots “échappant à l’emprise soviétique” signifient.

Sur la foi des données (fragmentaires, il est vrai) que je possède, j’ai l’impression qu’il y a un véritable débat au sein du Parti, que l’autorité y fluctue, et que la personnalité et le tempérament comptent pour beaucoup dans le processus décisionnel. Quand Andreï Gromyko était ministre des Affaires étrangères vers la fin du règne de Brejnev, par exemple, il est à peu près certain que ses vues en matière de politique étrangère dominaient le Politburo. Aujourd’hui, il est possible que les choses aient changé. Ce qu’il importe de retenir, c’est que le régime politique soviétique est façonné par des facteurs tels que la personnalité, les attitudes du public et la concurrence entre les groupes d’influence, aussi bien que par la discipline du Parti ou les pouvoirs de la police. Il suffit d’observer ce qui se passe dans d’autres pays non occidentaux, dont la grande majorité sont des États non démocratiques d’après nos normes, pour prendre conscience des similitudes et des différences existant entre les divers régimes politiques autoritaires, peu importe qu’ils soient de la droite ou de la gauche.

Quoi qu’il en soit, ce serait une erreur d’affirmer, comme certains continuent de le faire, que l’URSS est résolue à étendre son emprise sur l’Eurasie tout entière. Les faits des quarante dernières années prouvent le contraire. Et comment l’URSS exercerait-elle son emprise ? Suppose-t-on à cet égard que chaque parti communiste d’Europe et d’Asie serait prêt non seulement à prendre le pouvoir, mais aussi à obéir aux ordres de Moscou, ou si tel n’était pas le